



NATIONS UNIES

ASSEMBLÉE GÉNÉRALE



CONSEIL DE SÉCURITÉ

Distr.
GÉNÉRALE

A/35/285

S/13991

11 juin 1980

FRANÇAIS

ORIGINAL : ANGLAIS

ASSEMBLÉE GÉNÉRALE

Trente-cinquième session

Point 27 de la liste préliminaire^a

QUESTION DE NAMIBIE

CONSEIL DE SÉCURITÉ

Trente-cinquième année

Lettre datée du 9 juin 1980, adressée au Secrétaire général par
le Président du Conseil des Nations Unies pour la Namibie

J'ai l'honneur de vous communiquer ci-joint le texte de la Déclaration et du Programme d'action d'Alger adoptés par le Conseil des Nations Unies pour la Namibie à sa 328ème séance, qui s'est tenue à Alger le 1er juin 1980.

Conformément à la décision prise par le Conseil à la même séance, je vous prie de bien vouloir faire distribuer la Déclaration et le Programme d'action d'Alger en tant que document officiel de l'Assemblée générale, au titre du point 27 de la liste préliminaire, et du Conseil de sécurité.

Le Président du Conseil des
Nations Unies pour la Namibie,

(Signé) Paul J. F. LUSAKA

^a A/35/50.

80-14528

/...

ANNEXE

Déclaration et Programme d'action d'Alger
concernant la Namibie

I. DECLARATION

1. Le Conseil des Nations Unies pour la Namibie a tenu une réunion plénière extraordinaire à Alger du 28 mai au 1er juin 1980. Cette réunion a été organisée en application de la résolution 34/92 A de l'Assemblée générale en date du 12 décembre 1979, pour faire le point sur la situation critique qui règne en Namibie du fait du maintien de l'occupation illégale du territoire par l'Afrique du Sud et pour passer en revue les efforts que déploie actuellement l'Organisation des Nations Unies pour appliquer les résolutions du Conseil de sécurité, en particulier les résolutions 385 (1976) et 435 (1978). Cet exercice s'imposait d'autant plus que l'Afrique du Sud se livre à des machinations insidieuses dans le but d'installer en Namibie un régime néo-colonial fantoche excluant totalement la South West Africa People's Organization (SWAPO), qui est reconnue par l'Organisation de l'unité africaine et l'Organisation des Nations Unies comme le seul représentant authentique du peuple namibien et est un membre respecté de la communauté internationale.

2. Inaugurant la réunion plénière extraordinaire du Conseil, S. Exc. M. Mohamed Seddik Benyahia, ministre des affaires étrangères de l'Algérie, a déclaré ce qui suit :

"... Le peuple namibien est en droit d'attendre de la communauté internationale en cette phase cruciale pour son avenir un soutien moral et matériel décisif ... Sur cette terre africaine qui accueille aujourd'hui votre Conseil, la solidarité du peuple algérien, qui fut, il n'y a pas longtemps, opprimé et brimé dans son être, ne peut qu'être inébranlable à l'endroit du peuple de Namibie, comme elle le fut de par le passé, dans toutes les initiatives concrètes qui visaient à la libération des peuples. Pour avoir conquis son indépendance au terme d'une longue lutte armée de libération nationale, l'Algérie apprécie la valeur exemplaire du combat de la SWAPO pour l'émancipation de la Namibie et son refus de la barbarie de l'apartheid. Au demeurant, l'histoire même de la décolonisation aura démontré que seule cette lutte des peuples porte les germes de leur libération et que leur liberté procède d'un combat violent et multiforme contre des ordres totalitaires qui les nient dans leur essence ou fondent le progrès social sur une prétendue hiérarchisation des races."

3. Dans un message adressé au Conseil à cette occasion, le Secrétaire général de l'Organisation des Nations Unies a déclaré :

"Le Conseil a parfaitement réussi à éclairer la communauté internationale sur la nature des problèmes en jeu en Namibie ... Le choix (en Namibie) est très clairement entre un conflit qui risque chaque jour l'escalade et le transfert rapide du pouvoir au peuple de Namibie sur la base d'élections libres et équitables placées sous la supervision et le contrôle de l'Organisation des Nations Unies."

4. Au cours des semaines qui ont précédé sa réunion plénière extraordinaire, le Conseil a envoyé des missions de consultation en République fédérale d'Allemagne, en Australie, à la Barbade, au Canada, à Cuba, en Equateur, aux Etats-Unis, en France, en Guyane, à la Jamaïque, au Mexique, en Nouvelle-Zélande, au Panama, à la Trinité-et-Tobago et au Royaume-Uni. Ces missions ont procédé à des consultations et à des échanges de vues avec des dirigeants politiques au niveau le plus élevé possible en vue de déterminer comment intensifier les efforts aux fins d'obtenir que les résolutions de l'Assemblée générale et du Conseil de sécurité visant à permettre à la Namibie d'accéder rapidement à l'indépendance soient appliquées. Une autre mission du Conseil doit se rendre auprès des Gouvernements de la Jamahiriya arabe libyenne, du Koweït et de l'Iraq à la fin de la réunion plénière extraordinaire pour des consultations analogues.

5. Le Conseil considère que sa réunion plénière extraordinaire à Alger, venant ainsi juste après l'accession du Zimbabwe à l'indépendance, marque une nouvelle étape dans la lutte pour l'indépendance de la Namibie à un moment où le colonialisme et le racisme font une tentative désespérée pour éviter de disparaître définitivement de la surface de la terre. Il se félicite de la victoire du Front patriotique du Zimbabwe, car elle symbolise la victoire de toutes les forces de libération en Afrique australe, représente une source d'inspiration exaltante pour les peuples opprimés d'Afrique australe, et permettra d'accélérer l'accession de la Namibie à l'indépendance.

6. L'Assemblée générale, dans sa résolution 2145 (XXI) du 27 octobre 1966, a déclaré que la Namibie relevait directement de la responsabilité de l'Organisation des Nations Unies. Par sa résolution 2248 (S-V), l'Assemblée a créé le Conseil et l'a chargé d'administrer le territoire jusqu'à l'indépendance. Malgré les efforts persistants déployés par l'Organisation des Nations Unies depuis cette date et alors qu'elle s'est engagée à soutenir les aspirations du peuple namibien à l'autodétermination, la liberté et l'indépendance, cet objectif n'est toujours pas atteint. L'Afrique du Sud a systématiquement fait fi de toutes les demandes formulées par l'Assemblée générale et le Conseil de sécurité lui enjoignant de retirer son administration illégale du territoire et de permettre au peuple namibien d'accéder à l'autodétermination, à la liberté et à l'indépendance nationale dans une Namibie unie, sur la base d'élections libres et équitables placées sous la supervision et le contrôle de l'Organisation des Nations Unies. Le refus de l'Afrique du Sud de se conformer aux résolutions de l'Organisation des Nations Unies relatives à la question de Namibie constitue un grave défi à l'autorité de l'Organisation.

7. L'Afrique du Sud continuant à occuper illégalement la Namibie et refusant obstinément de coopérer avec l'Organisation des Nations Unies aux efforts tendant à mettre fin pacifiquement à cette occupation, le peuple namibien a dû recourir à la lutte armée pour protéger son intégrité nationale et essayer de libérer son pays, sous la direction de la SWAPO, son seul représentant authentique. Par suite de cette intensification, l'armée sud-africaine a subi de lourdes pertes en hommes et matériel et son moral est constamment ébranlé par l'attitude héroïque des patriotes namubiens, ce qui a provoqué plusieurs cas de désertion, d'insoumission et d'objection de conscience.

8. Les patriotes namubiens se trouvent donc aujourd'hui face à une intensification impitoyable des actes de brutalité et de répression par lesquels l'administration colonialiste et raciste illégale de l'Afrique du Sud entend perpétuer son exploitation des ressources et du peuple namubiens. Celui-ci est constamment victime de mesures de harcèlement, de détention et de pratiques policières inhumaines, et fait l'objet de déplacements massifs de population pour servir les objectifs militaires du régime d'occupation illégale. Des mercenaires sont constamment recrutés pour participer à la violence génocide qu'ont déclenchée les exploiters racistes en une tentative de briser le moral des patriotes namubiens qui mènent une vaillante guerre de libération nationale dans le territoire. Des membres et des partisans de la SWAPO sont emprisonnés, torturés et tués pour avoir résisté à l'oppression raciste et à l'exploitation de leur pays. Le régime sud-africain d'occupation illégale continue de renforcer sa militarisation du territoire, où il maintient plus de 70 000 soldats et un nombre croissant de bases militaires. L'Afrique du Sud a également cherché à semer davantage la crainte chez les pays africains indépendants en mettant sur pied une capacité de fabriquer des armes nucléaires, ce qui constitue une nouvelle menace à la paix et à la sécurité internationales.

9. Le Conseil condamne énergiquement les actes d'agression continus et systématiques commis par le régime raciste d'Afrique du Sud tant contre la Zambie que contre l'Angola, le dernier de ces actes étant une agression armée contre l'Angola le dimanche 25 mai 1980, qui a causé des dommages considérables et la mort de plus de 200 Angolais.

10. En même temps que le régime de Pretoria déclenche ce règne de terreur et de mort contre la SWAPO et contre des Etats africains voisins, il se livre à un certain nombre de manoeuvres dont le but incontestable est de créer des structures administratives contrôlées par des fantoches néo-coloniaux dans une entité qui essaierait de se faire passer pour un gouvernement indépendant mais qui, en fait, serait au service de l'expansionnisme et de la volonté d'exploitation de Pretoria en Afrique australe.

11. L'Afrique du Sud se livre sans relâche et délibérément à ces manoeuvres tout en essayant de faire croire qu'elle est disposée à négocier avec l'Organisation des Nations Unies au sujet de l'application de la résolution 435 (1978) du Conseil de sécurité. Les faux-fuyants délibérés et les tactiques dilatoires de l'Afrique du Sud dans toutes ces négociations et sa réponse la plus récente, en date du 12 mai, concernant la proposition de créer une zone démilitarisée entre la Namibie et l'Angola d'une part, et la Namibie et la Zambie, de l'autre, dans le contexte

de l'application de cette résolution, ne font que confirmer davantage le mépris de l'Afrique du Sud pour l'Organisation des Nations Unies, sa volonté de perpétuer son occupation illégale du territoire, d'empêcher la réalisation des aspirations légitimes du peuple namibien à l'autodétermination et à l'indépendance nationale et de leurrer la communauté internationale pour qu'elle accepte ces efforts. Le Conseil se déclare profondément préoccupé et déçu par la réponse la plus récente du Gouvernement sud-africain. Il y voit un recul qui dénote que l'Afrique du Sud n'entend pas appliquer le plan de règlement des Nations Unies concernant la Namibie.

12. Le Conseil déplore le fait que les collaborateurs occidentaux de l'Afrique du Sud lui ont permis de poursuivre ses manœuvres insidieuses en refusant d'exercer les pressions voulues sur le régime de Pretoria pour qu'il se conforme aux décisions de l'Organisation des Nations Unies concernant la Namibie. Le Conseil déplore également dans les termes les plus énergiques le fait que ces Etats ont continué à collaborer avec le régime raciste, ce qui le conforte dans son défi à l'Organisation des Nations Unies. Cette collaboration se poursuit en dépit même du mépris continu dans lequel l'Afrique du Sud tient le plan de règlement proposé initialement par les puissances occidentales elles-mêmes et accepté par la communauté internationale.

13. Le Conseil condamne énergiquement le régime colonialiste et raciste d'Afrique du Sud pour ses tentatives systématiques de perpétuer son occupation illégale du territoire namibien, de saper l'autorité de la SWAPO et de l'éliminer en tant que seul représentant authentique du peuple namibien. Le Conseil condamne également dans les termes les plus vigoureux les tentatives que fait l'Afrique du Sud pour porter atteinte à l'unité et l'intégrité nationale et territoriale de la Namibie et à cet égard, condamne énergiquement la politique de bantoustanisation appliquée par l'Afrique du Sud, sa politique et sa pratique d'apartheid ainsi que ses actes unilatéraux et illégaux tels que l'extension de la mer territoriale et la proclamation d'une zone économique au large des côtes de la Namibie.

14. Le Conseil déclare que la Namibie doit accéder à l'indépendance en conservant son intégrité territoriale, y compris Walvis Bay. Le Conseil réaffirme sans équivoque les décisions pertinentes de l'Assemblée générale et du Conseil de sécurité selon lesquelles Walvis Bay fait partie intégrante de la Namibie et toute action de l'Afrique du Sud visant à séparer Walvis Bay de la Namibie est illégale, nulle et non avenue. Le Conseil réaffirme en outre que l'intégrité territoriale de la Namibie est inviolable et que toute nouvelle mesure qui pourrait être prise à l'avenir par l'Afrique du Sud en vue de saper l'unité et l'intégrité de la Namibie est illégale, nulle et non avenue.

15. Le Conseil réaffirme son appui à la SWAPO, seul représentant authentique du peuple namibien. En outre, il félicite l'héroïque peuple namibien, pour avoir, sous la direction de son mouvement de libération, la SWAPO, intensifié la lutte armée pour libérer son territoire de l'occupation illégale de l'Afrique du Sud. Par ailleurs, le Conseil considère que la sincérité, l'adaptabilité et l'esprit de compromis dont la SWAPO a fait preuve tout au long du processus de négociation, ainsi que le fait qu'elle s'est toujours déclarée prête à participer à des élections libres et équitables, témoignent bien de son sens politique et de son amour de la paix.

16. Le Conseil réaffirme sa solidarité avec les Etats de première ligne d'Afrique australe que l'Afrique du Sud a obligés à payer si cher, tant en vies qu'en biens, leur attachement à la cause de la liberté et de l'indépendance nationale dans la région.

17. Le Conseil réaffirme que les ressources naturelles de la Namibie sont le patrimoine inaliénable du peuple namibien. L'épuisement rapide des ressources naturelles du territoire dû au pillage systématique auquel se livrent des intérêts économiques étrangers en collusion avec l'administration illégale sud-africaine, constitue une grave menace pour l'intégrité et la prospérité d'une Namibie indépendante. En particulier, l'exploitation continue de l'uranium namibien se fait au détriment de la Namibie et de son peuple. C'est dans cette perspective que le Conseil a déclaré dans son Décret No 1 pour la protection des ressources naturelles de la Namibie que "nulle personne ou entité, constituée ou non en société, ne peut rechercher, prospector, explorer, prendre, extraire, exploiter, traiter, raffiner, utiliser, vendre, exporter ou distribuer une ressource naturelle quelconque qu'elle soit d'origine animale ou minérale, située ou découverte à l'intérieur des limites territoriales de la Namibie, sans l'assentiment et l'autorisation du Conseil des Nations Unies pour la Namibie ou d'une personne habilitée à agir en son nom en vue de donner un tel assentiment ou une telle autorisation" a/. Le Conseil souligne qu'il importe d'appliquer effectivement ce Décret, qui a été approuvé par l'Assemblée générale à sa vingt-neuvième session le 13 décembre 1974, et condamne les violations de ce Décret, y compris l'exploitation illégale des ressources marines de la Namibie dans ses eaux territoriales.

18. Le Conseil réaffirme solennellement son engagement inébranlable à aider le peuple namibien. Dans le cadre de cette assistance, la création du Fonds des Nations Unies pour la Namibie, l'établissement par le Programme des Nations Unies pour le développement d'un chiffre indicatif de planification pour la Namibie, la création de l'Institut des Nations Unies pour la Namibie à Lusaka, avec l'appui du Gouvernement zambien et le Programme d'édification de la nation namibienne, représentent des activités incontestablement avantageuses pour le peuple namibien. En 1980, le Conseil, avec l'appui du Gouvernement angolais et l'assistance de l'Organisation internationale du Travail, doit créer un centre de formation professionnelle de base, qui sera situé en Angola, pour contribuer à accroître les compétences des Namibiens en matière de production.

19. Le Conseil exprime sa gratitude aux Etats Membres pour l'appui généreux qu'ils accordent à la SWAPO, au Fonds des Nations Unies pour la Namibie, à l'Institut des Nations Unies pour la Namibie et au Programme d'édification de la nation namibienne, ce qui permet de développer les programmes d'assistance au peuple namibien.

a/ Documents officiels de l'Assemblée générale, vingt-neuvième session, Supplément No 24 A (A/9624/Add.1), par. 84.

II. PROGRAMME D'ACTION

20. Ayant évalué la situation actuelle en Namibie, le Conseil considère que, étant donné le maintien par l'Afrique du Sud de son occupation illégale de la Namibie, et l'intransigeance dont elle continue de faire preuve - l'exemple le plus récent étant sa communication au Secrétaire général datée du 12 mai 1980 (S/13935) - de même que ses actes répétés d'agression armée contre le peuple de Namibie et des Etats africains voisins, la situation en Namibie constitue une menace à la paix et à la sécurité internationales. Par conséquent, il adopte le Programme d'action ci-après afin de faire en sorte que l'Afrique du Sud respecte les résolutions et décisions de l'Organisation des Nations Unies sur la Namibie et de réaliser son objectif : rétablir la paix dans la région.
21. Le Conseil invite le Conseil de sécurité à porter son attention sur la situation critique qui règne actuellement en Namibie et le prie de se réunir d'urgence pour décréter des sanctions globales et obligatoires contre l'Afrique du Sud, comme il est prévu au Chapitre VII de la Charte des Nations Unies.
22. Le Conseil demande à la communauté internationale d'intensifier ses efforts pour isoler totalement et effectivement l'Afrique du Sud, et demande que l'on dévoile et que l'on soumette à la communauté internationale, pour qu'elle les examine de près, les activités des intérêts étrangers, économiques et autres qui, en collaborant avec le régime raciste de Pretoria, étayent le mécanisme d'exploitation de la Namibie et contribuent à perpétuer l'oppression du peuple de ce territoire.
23. Le Conseil prie tous les Etats Membres de ne reconnaître aucun "règlement interne" de la question de Namibie. Des élections libres et équitables sous la supervision et le contrôle de l'Organisation des Nations Unies représentent une condition préalable essentielle à un règlement pacifique en Namibie.
24. Le Conseil demande à la communauté internationale d'accroître tout l'appui possible à tout plan d'action susceptible de permettre à la SWAPO de poursuivre ses stratégies dans les domaines militaire, politique et diplomatique et démentir ainsi l'Afrique du Sud si celle-ci croit pouvoir compter sur sa puissance militaire tant vantée.
25. Le Conseil décide de n'épargner aucun effort pour faire appliquer rapidement le Décret No 1 pour la protection des ressources naturelles de la Namibie. Des mesures seront prises pour affermir le fondement juridique du Décret No 1 en précisant le rapport qui existe entre le Décret et les résolutions pertinentes du Conseil de sécurité afin d'en renforcer l'efficacité dans les pays dont les gouvernements considèrent qu'il ne s'agit que d'une simple recommandation de l'Assemblée générale. Le Conseil continuera de surveiller l'exploitation illégale de l'uranium namibien afin de révéler à la communauté internationale le caractère éhonté et destructif des agissements de l'Afrique du Sud et d'autres intérêts économiques étrangers au détriment du peuple namibien. En un premier temps, le Conseil tiendra des débats sur l'uranium namibien en juillet 1980 pour déterminer quelles autres mesures l'Organisation des Nations Unies pourrait prendre pour obtenir que les décisions de l'Assemblée générale et du Conseil de sécurité sur la question de la Namibie soient respectées.

26. Le Conseil demande à la communauté internationale, par solidarité avec les Etats de première ligne d'Afrique australe qui ont consenti, et continuent de consentir, de si lourds sacrifices en l'aveur du peuple opprimé de Namibie, d'intensifier d'urgence les efforts pour apporter à ces Etats tout l'appui et toute l'assistance susceptibles de les aider à mieux exercer leur droit de légitime défense contre l'Afrique du Sud.
27. Le Conseil demande au Conseil de sécurité de déclarer catégoriquement que Walvis Bay fait partie intégrante de la Namibie et que la question ne doit pas être laissée à négocier entre une Namibie indépendante et l'Afrique du Sud.
28. Le Conseil prendra toutes les mesures nécessaires pour faire en sorte que les revendications fallacieuses de l'Afrique du Sud sur les îles Penguin et d'autres îles situées le long des côtes namibiennes soient déclarées illégales, nulles et non avenues par les organes compétents de l'Organisation des Nations Unies.
29. Le Conseil, rappelant la Déclaration de Maputo de 1977 b/, recommande à l'Assemblée générale de prier le Secrétaire général d'établir, en consultation avec le Président du Conseil et en coopération avec l'Organisation de l'unité africaine, une proposition - que l'Assemblée examinerait à sa trente-cinquième session - tendant à convoquer en 1981 une conférence internationale de soutien à la lutte du peuple namibien.
30. Compte tenu de la communication adressée au Secrétaire général par l'Afrique du Sud le 12 mai 1980, le Conseil invite instamment la communauté internationale à participer à une campagne massive de mobilisation de l'opinion internationale contre l'Afrique du Sud et son occupation illégale de la Namibie, en faisant connaître au maximum au grand public les actes de terrorisme du régime de Pretoria, contre les membres et les sympathisants de la SWAPO ainsi que contre des Etats africains indépendants voisins, ainsi que ses tentatives de saper l'autorité de la SWAPO en tant que seul représentant authentique du peuple namibien et de conférer un semblant de légitimité à ces fantoches.
31. Le Conseil se propose de développer systématiquement les contacts avec les organisations non gouvernementales, les journalistes, les étudiants, les syndicats, etc., en organisant des séminaires sur la Namibie et des activités connexes, en vue de promouvoir la cause de la lutte du peuple namibien pour la liberté et l'indépendance.
32. Le Conseil décide de contrecarrer les mesures prises par l'Afrique du Sud pour étendre illégalement, en son propre nom, les limites de la mer territoriale de la Namibie et proclamer une zone économique exclusive pour la Namibie. Le Conseil entend user de sa propre autorité pour étendre les limites de la mer territoriale de la Namibie et proclamer une zone économique exclusive pour la Namibie.

b/ A/32/109/Rev.1-S/12344/Rev.1, annexe V. Pour le texte imprimé, voir Documents officiels du Conseil de sécurité, trente-deuxième année, Supplément pour juillet, août et septembre 1977.

33. Compte tenu de l'analyse ci-dessus de la situation actuelle en Namibie, en cette phase ultime de la lutte de libération du peuple namibien, le Conseil déclare solennellement, une nouvelle fois, qu'il est totalement acquis aux termes du mandat que lui a confié l'Assemblée générale et renouvelle, dans les termes les plus énergiques, sa détermination de s'en acquitter. A cet égard, il estime que le Programme d'action représente un engagement envers la SWAPO et le peuple namibien, et se déclare résolu à continuer d'examiner toutes les possibilités d'accélérer le retrait de l'Afrique du Sud de Namibie et de rendre la liberté et l'indépendance au peuple de ce territoire.

